

# [ PREPAREZ VOS MOUCHOIRS ! ]



Le 20 novembre dernier s'est tenue la première réunion nationale sur les mesures salariales destinées à prendre en compte l'augmentation du coût de la vie.

Un premier constat : les membres de Directoire en charge de cette question n'étaient pas présents. Ils avaient délégué deux DRH qui, de toute évidence, n'avaient aucun mandat.

À contrario la délégation BPCE était venue en nombre pour nous expliquer :

- . que vraiment les patrons sont très inquiets pour l'année 2013, histoire de planter le décor pour annoncer la suite,
- . que pour 2012 le pouvoir d'achat a été maintenu, manipulant les chiffres sans vergogne en ajoutant mesures individuelles (seuls 34% des salariés de la Branche en ont bénéficié) et mesures générales. Avec tout ça on fait une moyenne où on mélange le guichetier et le membre d'état major et on annonce que le pouvoir d'achat a été maintenu !

- . que la DRH Groupe dans sa grande humanité a convaincu les patrons qui ne voulaient prendre aucune mesure générale, de faire un effort...

... et qu'elle avait l'autorisation d'aller sur une mesure salariale représentant 0,50% de la masse salariale mais à condition qu'il y ait signature d'un accord.

Une telle mesure représente une augmentation d'environ 196€ bruts en moyenne, 15€ par mois.

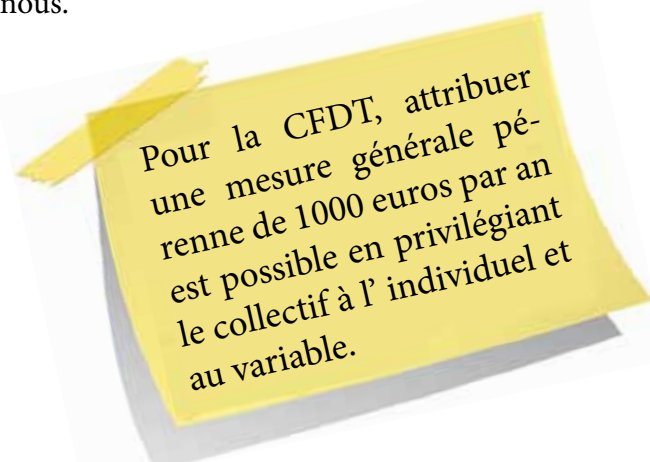
Ceci est à rapprocher du montant moyen des 10 rémunérations les plus élevées par Caisse d'Épargne 1 213 000 euros soit 121 300 euros par personne. Nos directoires, quant à eux, se situent bien au delà de ces montants avec de gros avantages personnels, des retraites chapeaux et autres.

**La CFDT a proposé le blocage, dans chaque CEP, de ces 10 rémunérations et des avantages associés, histoire de voir s'ils étaient prêts à s'appliquer la rigueur à eux-mêmes.**

**Nous attendons avec impatience la réponse !**

La réalité est la suivante :

Nos patrons jouant sur les peurs, les incertitudes et les angoisses des salariés ne veulent que des augmentations « à la tête du client » et des rémunérations variables leur permettant de mettre une pression maximale sur chacun de nous.



Dans une période où tout le monde clame qu'il faut soutenir l'économie, une mesure de ce type ne mettrait pas en péril nos banques et participerait à la justice sociale.

Pour la CFDT une négociation est faite d'écoute et de compromis. Aussi pour faire avancer la cause des salariés, nous sommes prêts à discuter et revoir dans une certaine mesure ces revendications. Mais il faut aussi une avancée de la part de la direction et non pas comme cela semble être le cas aujourd'hui, un ultimatum :

**Signature sur 0.50 % ou zéro.**

